

Contre une perspective utilitaire

Christiane Tremblay

Numéro 767, septembre 2013

Lire entre les lignes de l'analphabétisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69785ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tremblay, C. (2013). Contre une perspective utilitaire. *Relations*, (767), 14–15.



Muriel Faille,
Mémoires, 2010,
crayon Prismacolor
et texte imprimé
sur Somerset

au même niveau, ne serait-ce que parce qu'ils arrivent inégaux», rappelle Marc-André Deniger, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, dans un entretien accordé au quotidien *Le Devoir* (10 novembre 2012). C'est là le rôle «compensatoire» de l'école.

Dans un contexte où l'approche privilégiée par les décideurs politiques et le monde de la finance est celle de la performance basée sur la compétition, guère d'espace n'est laissé pour mettre en place des ressources adaptées qui favorisent la solidarité et l'implication des enfants, des parents et de la communauté. Cette situation est illustrée, entre autres, par l'indice de défavorisation en milieu scolaire qui sert au gouvernement du Québec pour offrir aux enfants de milieux défavorisés un «accès privilégié» à des services spécifiques – à l'intérieur du système public ou par le biais de partenaires communautaires et philanthropiques – tels l'aide aux devoirs, le Club des petits déjeuners, la pédiatrie sociale et les magasins-partages pour la rentrée scolaire.

Cet indice de défavorisation en milieu scolaire est obtenu à l'aide de deux variables: l'indice du seuil de faible revenu et celui du milieu socioéconomique (IMSE). Les critères pour établir ce dernier sont les suivants: la proportion, dans un milieu socioéconomique donné, des familles avec enfants dont la mère n'a pas de diplôme, certificat ou grade et la proportion de ménages dont les parents n'étaient pas à l'emploi durant la semaine de référence du recensement canadien. Cette pratique statistique fausse en quelque sorte la réalité en laissant croire que pour «mériter l'aide», il est nécessaire que les parents pauvres vivent dans un quartier où la pauvreté domine. En se bornant aux apparences, elle esquive le fond du problème: les familles, parents et enfants, continuent à vivre au quotidien

Contre une perspective utilitaire

CHRISTIANE TREMBLAY

L'auteure a été chargée de projet en alphabétisation pendant plusieurs années

Depuis quelques années déjà, des efforts sont déployés par nos gouvernements pour faire de l'alphabétisation une clé menant à l'emploi. Plusieurs programmes de subvention entendent soutenir exclusivement l'intégration au marché du travail au détriment des autres motifs qui poussent une personne à s'alphabétiser. Certes, pour bon nombre de personnes analphabètes ou peu alphabétisées, le désir de trouver un emploi rémunérateur et à des conditions avantageuses est vif, comme l'est le désir des employeurs de donner aux travailleurs les moins outillés de leur entreprise la possibilité de développer leurs connaissances. Les uns veulent se faire une place au soleil, les autres souhaitent accroître leur compétitivité. Mais que fait-on des femmes et des hommes qui veulent s'alphabétiser sans pour autant intégrer le marché de l'emploi?

Ils sont nombreux à fréquenter les groupes d'alphabétisation pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le travail. Pouvoir régler les factures après le départ du conjoint, comprendre les messages inscrits dans l'agenda scolaire de leur enfant, passer leur permis de conduire ou ne plus avoir à dépendre des autres pour accomplir des tâches du quotidien sont des objectifs souvent mentionnés. Et que dire de celles et ceux qui veulent apprendre à lire et à écrire dans le seul but de retrouver leur dignité? Pour plusieurs, l'alphabétisation permet d'abord et avant tout de se tenir droit dans sa tête, d'effacer peu à peu les marques laissées par des mots durs tapis au fond de soi: *ignorant, paresseux, retardé*.

Il y a autant de raisons de s'alphabétiser qu'il existe de personnes. Malheureusement, l'aide financière et les ressources disponibles présentement, du côté des gouvernements, visent d'abord à soutenir les projets en pré-employabilité. On y encourage des personnes ayant une faible estime de soi et éprouvant fréquemment des difficultés d'apprentissage à devenir, en quelques semaines à peine, compétentes, confiantes et prêtes à faire valoir leurs mérites devant des employeurs potentiels. Il est difficile, désormais, de consacrer du temps à des apprentissages dont les bénéfices ne se

l'exclusion et les conséquences de la pauvreté tant dans l'espace privé que public. Dans ce contexte, peut-on prétendre que l'accessibilité aux ressources est garantie et respecte le droit à l'éducation pour tous et toutes? Comme l'expliquait M.-A. Deniger dans une autre entrevue au *Devoir* (22 décembre 2012): «Quand un jeune commence l'école, l'inégalité qui est sociale se transforme en inégalité scolaire. La "valeur" de l'élève s'installe très tôt et il va se construire à partir de cette valeur qu'on lui accorde. Il va se créer une représentation de lui-même selon qu'il est étiqueté bon ou faible et ça aura une influence sur bien des aspects de sa vie.»

L'école offre-t-elle l'espace pour entendre, traduire et comprendre la parole des élèves qui, de par leur provenance sociale, ont d'importantes difficultés à s'exprimer avec les mêmes références que les autres de leur âge? Si l'on se fie au taux de décrochage scolaire des jeunes issus de ces milieux, il semble que la réponse soit négative.

Si l'école ne parvient pas autant qu'elle le devrait à jouer son rôle pour briser la chaîne qui mène de la pauvreté à l'échec scolaire – cause importante de l'analphabétisme –, on devrait s'attendre au moins à ce que des programmes de formation continue corrigent la situation. Or, les programmes de formation offerts par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale s'adressent principalement aux personnes dont le potentiel d'employabilité peut, dans un court laps de temps, répondre aux besoins des entreprises.

mesurent pas facilement ou qui peuvent se faire sentir parfois à très long terme, mais qui auront une réelle incidence sur la qualité de vie. Ils sont jugés accessoires.

N'en déplaise aux fonctionnaires et dirigeants de ce monde, l'alphabétisation n'ouvre pas uniquement les portes de la rentabilité et de la compétitivité. Elle ne permet pas uniquement de tracer de belles lignes droites d'un point A à un point B dans un parcours professionnel. Elle emprunte le plus souvent des chemins défoncés, à peine praticables et dont on ignore la destination. Il faut beaucoup de courage pour ne pas s'enfuir au tournant. L'alphabétisation peut être vécue comme le début d'un long périple, une sorte de passage obligé pour accéder à un monde de possibilités.

De plus, grossir la masse des travailleurs n'est vraiment pas la seule manière de jouer un rôle dans le développement de la richesse collective. On peut apporter autrement sa contribution à la société. Je me rappelle les derniers mois de vie d'une amie atteinte d'un cancer. Nous, ses proches, allions à tour de rôle lui tenir compagnie et prendre soin des enfants. Le plus assidu d'entre nous était un artiste sans le sou, sans emploi rémunéré, sans statut acceptable aux

L'alphabétisation, qui est un processus long, n'apparaît pas comme une priorité même si la majorité des personnes analphabètes se retrouvent dans le cycle infernal: aide sociale, emploi précaire, assurance-chômage, aide sociale.

Ces personnes sont ainsi astreintes à demeurer dans le ghetto de la pauvreté, privées de leur droit d'exercer pleinement leur citoyenneté.

DEVOIR DE SOCIÉTÉ

Comme société, nous avons le devoir de développer une dynamique de dialogue pour une réelle intégration sociale. Pour que la famille se transforme en lieu d'apprentissage de la lecture, de socialisation, d'implication, il est urgent de cesser de

parler de «défavorisation» et de garantir les ressources financières et sociales nécessaires à une véritable pratique de la justice sociale, pour une société solidaire.

La pauvreté est «le plus grand des maux et le pire des crimes», écrivait George Bernard Shaw, en 1907. Il est illusoire de prétendre que nous vaincrons les problèmes liés à la pauvreté, comme l'analphabétisme, sans une répartition équitable des richesses et, pour toutes et tous, une véritable accessibilité à l'éducation, pour que chaque personne développe son potentiel et puisse remplir ses obligations citoyennes. ●

yeux de bien des gens. C'était pourtant celui sur lequel nous pouvions compter sans réserve pour amener un peu de douceur dans le quotidien de notre amie. Il était clair pour nous que son travail était de loin plus nécessaire que le nôtre et aurait dû être pleinement reconnu.

Être en mesure de soutenir ses enfants à l'école, leur donner en exemple le goût d'apprendre et de relever des défis, n'est-ce pas une tâche essentielle? Actualiser son plein potentiel, appliquer ses nouvelles connaissances dans toutes les sphères de sa vie, n'est-ce pas aussi rentable? Savoir exprimer ses opinions, prendre parti de manière éclairée, comprendre les enjeux d'un nouveau règlement municipal, c'est à cela aussi que contribue l'alphabétisation. Celle-ci fournit des outils qui mènent à soi et qui permettent d'avoir les moyens de sa quête. Qu'il s'agisse de trouver un emploi lucratif, de pouvoir lire des histoires à ses enfants ou petits-enfants, de se faire respecter par un fonctionnaire arrogant, de se tenir debout lorsqu'il le faut, toutes ces raisons sont d'une importance capitale. En réduisant la portée et le rôle de l'alphabétisation, en la destinant seulement à des fins utilitaires, ne sommes-nous pas en train de nous appauvrir?

Il est illusoire de prétendre que nous vaincrons les problèmes liés à la pauvreté, comme l'analphabétisme, sans une répartition équitable des richesses et, pour toutes et tous, une véritable accessibilité à l'éducation.